

ANNEXES

TRAVAIL DE RECHERCHE

Pseudonyme de l'auteur: Madame Rosa

SOMMAIRE

1. GLOSSAIRE DE CONCEPTS POLITIQUES	3
2. GLOSSAIRE DE PARTIS POLITIQUES	12
3. GLOSSAIRE BIOGRAPHIQUE DE PERSONNAGES HISTORIQUES	19
4. GRAPHIQUES	24

1. GLOSSAIRE DE CONCEPTS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Abstention : droit qu'ont les personnes qui ne veulent pas exercer son droit de vote dans les comices. L'abstention ne comporte en aucun cas moins légitimité dans le résultat de comices et ne se compte à l'heure de la répartition de sièges. Dans le cas des référendums, beaucoup de fois s'établie que le résultat sera inaliénable si s'arrive à un pourcentage minimum de participation. Dans ce caslà, l'abstention joue un papier important.

Barrage commercial : conjoint de mesures qu'interdisent le livre commerce entre deux enceintes géographiques. Il peut être un barrage fait avec les forces militaires jusqu'à l'instauration de taxes ou douanes que limitent la livre circulation de marchandises.

Bulle immobilière : croissance excessive et continué des biens et produits utilisés en la construction qui impliquent que la valeur de la vente d'une immeuble soie supérieure au prix réel du même.

Bundesbank : Banque Centrale allemand.

Circonscriptions: division territoriale et administrative que se prend comme unité du cens populationnel pour effectuer le comptage de votes en fonction de sa démographie. La circonstance que la variable démographique ne suppose un point dans l'élection des représentants peut se donner, comme c'est le cas du Parlement autonome du Pays Basque, car toutes les circonscriptions ont la même importance et le même numéro de représentants à choisir sans être pris en compte la variable démographique.

Communauté Économique Européenne (CEE) : Période du processus de l'Union Européenne, qui va depuis sa création en 1957 jusqu'à le Traité de Maastricht de 1992.

Conflit algérien : l'Algérie était une colonie française depuis 1830, et après de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement de libération algérien est née. Le conflit armée, caractérisé par une guerre de guérillas commence en 1954 mené par le Front de Libéralisation National. La France, sous la présidence de De Gaulle, méprise les possibilités militaires des soulevés et envoie l'armée pour les neutraliser. Aux débuts des années soixante, toute la France connaît à la perfection que le mouvement indépendantiste algérien n'a pas aucun qui le freine. Le 19 mars 1962, l'Algérie obtient l'indépendance et Ferhad Abbas, un des chefs du Front de Libéralisation devient le président du pays. Une année après, le considéré père intellectuel du nouveau état, Ben Bella, le substitue.

Conseil Général du Pouvoir Judiciaire (CGPJ) : organisme de gouvernement des juges, formé par douze magistrats, huit avocats ou juristes et le Président, qu'au même temps est le Président du Tribunal Suprême. Ils et elles sont choisis par les chambres législatives, dix par la Chambre des Députés et dix par le Sénat. Malgré être indépendantes, son choix conditionne leurs décisions.

Constitution : conjoint de normes de lesquelles se dote un pays par établir le système politique et de gouvernement, les relations entre les citoyens et les administrations et les différentes administrations que composent l'État. En une démocratie, ce conjoint de normes doit être ratifié et par les modifier, il faut des majorités qualifiées.

Crise économique globale : celles crises économiques qui se caractérisent par être causés par multiples facteurs internationales et qu'ont conséquences à différents niveaux en divers pays.

Déficit public : relation entre la dépense réalisée par un état en respect aux versements du même. Quand dans le conjoint de l'économie d'un état dépasse les dépenses réalisées à ses versements, se produit une décroissance de l'économie, et à cette situation se la connaît comme déficit public. Il faut remarquer que c'est le conjoint de l'activité publique de toutes les administrations de l'État.

Dépendance énergétique : relation de dépendance que s'établie en un enceinte géographique concret en respect à un autre par la nécessité continué d'une source d'énergie. Alors, quand la région qui produit décide de limiter l'exportation de cette énergie, se produisent conséquences négatives dans la région qui reçoit. Pour éviter la dépendance énergétique, il n'y a que deux formules possibles. La première est n'importer plus du 50% de l'énergie que le territoire besoin ou diversifier l'acquisition d'énergie en différents sujets producteurs.

Déévaluation monétaire : action de diminuer la valeur nominale de la monnaie en respect à autres monnaies étrangères. Quand une administration dévalue sa monnaie, obtient que les inversions étrangères soient plus attractives, puisque le prix de biens et services du pays qui a dévalué la monnaie est plus compétitif que ce des pays qu'investissent.

Économie globale : concept macroéconomique qu'établie la non existence de frontières dans les relations commerciales, financières et de d'échanges de capitaux. Le concept économique dépasse les barrières des États et leurs populations. Les administrations ont cédé une partie de sa propre souveraineté à des entités supranationales par renforcer ces liens internationales et pour leur partie, les entreprises répondent à ces mêmes intérêts en créant les appelées multinationales.

ECU: sigles d'*European Currency Unit*, que représente l'unité de pondération des monnaies nationales des pays membres de la Communauté Économique

Européenne avant de l'existence de l'euro.

Estraperlo : vente absente de tout control par partie de l'administration de produits que sont sous faites ou sous la tutelle de l'État.

EUROSTAT : Officine Européenne de la Statistique. Elle établit et publique périodiquement informes statistiques en ce qui concerne aux données économiques des pays membres.

Fonds de cohésion : investissements qu'octroie l'Union Européenne aux pays membres qu'ont une Rente Nationale Brute inférieure au 90% de la moyenne et que servent par améliorer les infrastructures en transports et mener à terme projets d'éducation, santé et environnement. Ils ont été établis au même traité constitutif de la Communauté Économique Européenne en 1957.

Fonds structurels : investissement qui sont faits par l'Union Européenne dirigés à tous les pays membres par arriver à une meilleure cohésion économique, sociale et territoriale de ses États membres et à obtenir les objectifs de Stratège Européenne de 2020. Ils ont été établis dans le Traité de Lisboa en 2007

Guerre du Vietnam : guerre sécessionniste qui a eu lieu au territoire du Vietnam depuis l'année 1955 jusqu'à l'année 1975. Le Vietnam du Nord voulait accéder à l'indépendance du sud. La Guerre Froide a supposé l'implication automatiquement que les deux blocs. La Union de Républiques Soviétiques Socialistes (URSS) et la République Populaire de la Chine ont appuie la séparation du sud et ils ont donné support militaire à ce territoire. Par contre, occident, menés par les États-Unis ont maintenu une politique unioniste et ils ont donné aide militaire à Vietnam du Sud. Malgré que n'existent pas des données officielles, les États-Unis ont reconnu qu'ils ont déployé plus de cinq cents mille soldats, mais la URSS et la République Populaire de la Chine n'ont jamais faites

publiques ces données. La guerre a fini avec la victoire du bloc communiste et la sortie de troupes américaines le 30 avril 1975.

Groupe mixte : groupe parlementaire que ne représente pas seulement à une idéologie et est composé pas tous ces députés de différents partis politiques qui ont obtenu son siège, mais par conditionnements du règlement parlementaire, n'ont pas le numéro suffisant de sièges pour former un groupe parlementaire propre ou est formé aussi par ces députés que pendant la législature abandonnent les propositions du parti par lequel ils ont été choisis et sont obligés à partir de son groupe (à la volonté ou forcément).

Inflation : augmentation soutenue et généralise des prix de biens et services en une enceinte géographique déterminé. Devant l'impossibilité de quantifier les prix de tous les produits et services, se détermine une liste des mêmes appelés paniers. Ces s'indexent chaque mois et ce continue analyse s'appelle Index de Prix au Consomme (IPC).

Interventionnisme : pensée idéologique qu'établie la légitimité qu'a toute administration en décider en questions que, en un principe, le sont étrangers. Il peut être économique ou militaire. Dans le premier, l'administration limite la loi de l'offre et de la demande, établant une production déterminée et des prix minimums et maximes, et la livre circulation de marchandises, capitaux et personnes aussi. En ce qui concerne à la partie militaire, se considère interventionnisme quand un état, sans déclarer la guerre à un autre, intervient en un territoire que n'est pas sous sa souveraineté.

IPC : conjoint de biens et services en un enceinte géographique que s'indexent mois à mois pour savoir les variations de leur prix.

IVA : taxe sur la valeur ajoutée. Est une taxe que fait augmenter le prix de tous les produits et services. Elle a différents pourcentages en fonction de la typologie de produit et du pays.

Libéralisation économique : pensée idéologique qu'établi que les normes que contrôlent les relations économiques doivent être libres de toute intervention de l'administration. Alors, la libre marche est qui règle la production, les prix et quelconque autre variable économique.

Listes fermées: conjoint de personnes qu'un parti politique présent en une circonscription par être choisi par les électeurs. Ces ne peuvent que choisir toute la liste sans spécifier aucune préférence dans les noms de la candidature. En contreposition, on trouve les listes ouvertes.

Listes ouvertes: conjoint de personnes qu'un parti politique présent en une circonscription par être choisi par les électeurs. Ces peuvent choisir différents représentants de différentes listes sans tenir compte la position qu'ils occupent dans les listes. En contreposition, ils existent les listes fermées.

Marche verte : mouvement de trois cents cinquante mille civiles que le 6 novembre 1975 ont passé la frontière qui divise le Maroc avec les territoires du Sahara sous la tutelle espagnole. Devant du vide de pouvoir d'Espagne (puisque Franco se trouvait au lit, quelques jours avant de sa mort), le régime alaouite qui fait pression parce que l'Espagne abandonne l'appelé Sahara espagnol. Le 9 novembre 1975, Juan Carlos I signe l'Accord Tripartite de Madrid, entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, dans lequel s'établit que l'administration espagnole abandonne tout contrôle du territoire et ce va passer d'être sous la protection de Nations Unies jusqu'à que un référendum établisse le futur du même. Une semaine après, le Maroc établira unilatéralement l'annexion de ce territoire en contre de la volonté du peuple mauritanien qui considère ce territoire comme

propre. Le referendum ne s'est célébré pas encore par la négative du Maroc d'accepter les cens pactés par Mauritanie et les Nations Unies.

Monarchie parlementaire : système politique dans lequel s'établit que le chef de l'État est le roi, que le titre est héréditaire et le gouvernement réside en le Président. En une démocratie, le rôle du chef de l'État est résiduel et seulement de représentation. En une dictature, le rôle du président du gouvernement est résiduel et de représentation.

National-catholicisme : pensée idéologique et politique qui fait prévaloir la foi et la doctrine catholique (au-dessus de quelconque autre) et les lie aux cadres directifs de les plus hautes institutions d'un pays.

PIB : Produit Intérieur Brut. Conjoint de biens et services produits par une enceinte géographique en un temps déterminé.

Population active : conjoint de la population d'une enceinte géographique concrète qui sont en âge de travailler (depuis que l'enseignement obligatoire fini jusqu'à s'arriver à l'âge de jubilation obligatoire) i par lequel se reçoit un salaire.

Pouvoir législatif: faculté de développer et modifier des lois, qui dans un régime démocratique sont égales par toute la population. Ce pouvoir retombe en une chambre nommée Parlement, Congrès ou Sénat, en fonction de sa représentativité. Le pouvoir législatif émane sur la souveraineté populaire et se complémente avec les autres deux pouvoirs de l'état (pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire).

Récession économique : période de temps dans lequel un pays a une croissance négative du Produit Intérieur Brute pendant six mois suivis. Comme norme générale, la récession économique est la cause d'une augmentation de l'inflation et du chômage.

Referendum : consulte à la population sur un déterminé sujet très importante pour le développement politique du pays. Ils peuvent être inaliénables ou pas. Les inaliénables supposent l'acceptation du résultat et ces qui ne sont pas inaliénables, n'ont pas aucune conséquence directe.

Suffrage universel: droit à vote de la population adulte d'un territoire sans aucun type de limitation, à savoir, indépendamment de la race, genre, croyances ou condition sociale. En contraposition du suffrage universel, il y a suffrage censitaire, que limite à une partie de la population qui ne répondent pas aux quelques critères.

Suffrage universel direct : relation directe entre le vote de l'électorat et l'élection de la charge, comme par exemple, les élections présidentielles françaises.

Suffrage universel indirect : il n'existe pas une relation directe entre le vote de l'électorat, sinon qu'il y a un pas intermédiaire. Cela consiste en que les électeurs choisissent des représentants qu'au même temps devraient choisir le charge par lequel les comices ont été réalisés, comme par exemple, la présidence du gouvernement espagnol.

Système politique: organisation politique d'une société qu'implique l'existence d'un conjoint d'institutions, groups et processus politiques que se rapprochent en une conjoncture historique et géographique. Le système politique peut dériver en différents régimes politiques, par exemple, dictature, féodalisme, autarcie ou démocratie.

Technocrates : conjoint de personnes qui composent une élite administrative et que ne procèdent ni de la classe militaire ni par obligation, du mouvement politique qui gouverne, malgré que ils partagent et défendent l'idéologie politique du régime.

Traité de Rome : traité constitutif de la Communauté Économique Européenne signé en Rome en 1957. Il est l'évolution de la CECA (Communauté Européenne pour le Charbon et l'Acier) de 1951, traité signé par le bloc du Benelux (la Belgique, le Pays-Bas et le Luxembourg), l'Allemagne occidentale, la France et l'Italie.

Vote nulle : quelconque des bulletins de vote que ne peuvent pas être comptabilisés parce qu'elles sont manipulés aux comices. Peuvent être de bulletins que ne sont pas ces établies par la junte électorale ou que soient les bulletins de vote légales mais avec gribouillage où blessées.

2. GLOSSAIRE DE PARTIS POLITIQUES

Alianza Popular. *Alliance Populaire (AP)* : parti politique fondé par Manuel Fraga en 1976 et autres technocrates des derniers gouvernements franquistes. Il a été un parti de droites, catholique et centraliste. En 1989, il a fait une refondation, dans laquelle le parti deviendra le Parti Populaire.

Bloque Nacionalista Gallego. *Bloc Nationaliste Galicien (BNG)* : parti politique nationaliste galicien, fondé en 1982 et de gauches. Ils ont formé beaucoup de coalitions de gouvernement avec le Parti Socialiste, la dernière entre 2005 et 2009, quand Emilio Pérez Touriño a remplacé à Manuel Fraga au front de la Xunta.

Comité d'Action lycéen (CAL) : syndicat de gauches d'étudiants crée en 1967 pour défendre une position pacifiste pendant la Guerre du Vietnam qui a joué un rôle essentiel pendant le mai 1968, en occupant les quatre cents lycées français.

Centro Democrático y Social. *Centre Démocratique et Sociale (CDS)* : parti politique espagnol crée par l'ex-président Adolfo Suárez en 1982, d'idéologie de centre droite et centriste. Il est né après de la disparition de la UCD. Quelques députés sont obtenus jusqu'à 1993, mais en 2006 le parti se dissout et s'intègre dans le Parti Populaire.

Ciudadanos – Partido de la Ciudadania. *Citoyens (C's)* : parti politique né en 2006 en Catalogne pour défendre les intérêts de ces qui ne sont pas indépendantistes ni nationalistes en cette autonomie. Ils sont de centre droite modérés. En 2014, avec un grand résultat dans les élections européennes, ils sont devenus un parti politique avec une structure dans tout l'État espagnol, en

obtenant la quatrième place dans les dernières élections. Son fondateur et chef est Albert Rivera.

Coalición Canaria. *Coalition Canarienne (CC)* : parti nationaliste des Îles Canaries, d'idéologie de centre droite née en 1985 comme AIC (Groupes Indépendantes de Canaries) et refondé en 1993. Ils ont gouverné en coalition aux îles depuis 1995. À niveau espagnol, toujours ils ont voté en faveur de ce parti qui s'est présenté à l'investiture. Le fondateur et chef jusqu'à 2015 a été Paulino Rivero, qui a été Président des Îles Canaries jusqu'à l'année de sa retraite.

Convergència Democràtica de Catalunya. *Convergence Démocratique de la Catalogne (CDC)* : parti catalan de droites fondé en 1974 d'idéologie nationaliste par Jordi Pujol. Lui-même a été le Président de la Catalogne entre 1980 et 2003, et son successeur, Artur Mas, entre 2010 et 2016. Depuis cette année, le Président de la Catalogne est Carles Puigdemont, qui est aussi de CDC. Depuis l'année 2011, ils ont abandonné les thèses catalanistes par devenir un parti clairement indépendantiste, et il est refondé en 2016 avec le nom de PDECat (Parti Démocratique Européen de la Catalogne).

Esquerra Republicana de Catalunya. *Gauche Républicaine de la Catalogne (ERC)* : parti indépendantiste catalan qui est né en 1931 de centre gauche. Son fondateur était Francesc Macià, président catalan entre 1931 et 1933. Depuis la mort de la Macià, son successeur a été Lluís Companys, qui a gouverné jusqu'à sa capture en 1940 pendant son exil et il a été fusillé à Montjuïc. À la restauration démocratique, Josep Tarradellas organise le gouvernement de transition. Il a eu diverses chefs, Heribert Barrera, Àngel Colom, Josep Lluís Carod-Rovira, qui était vice-président avec le Parti Socialiste Catalan et Initiative par Catalogne entre 2003 et 2010. À nos jours, ils sont dans une coalition indépendantiste et

son chef, Oriol Junqueras, est le vice-président de la Catalogne et conseiller de l'Économie et des Finances.

Euskadi Ta Askatasuna. Pays Basque et Liberté (ETA) : groupe terroriste basque créé en 1958 pour défendre violemment l'indépendance du Pays Basque. Beaucoup d'attentats sont organisés et planifiés par cette organisation et ils ont annoncé le cessez-le-feu en 2011. Dans les soixante années d'activité terroriste, ils sont considérés les auteurs de plus de deux mil morts. Actuellement, il y a plus de quatre cents prisonniers qui sont reliés à cette bande dans les prisons espagnoles. Politiquement, ce groupe a été lié avec le parti politique d'ultragauche, Herri Batasuna.

Euzko Alderdi Jeltzalea – Partido Nacionalista Vasco. Parti Nationaliste Basque (EAJ – PNV) : parti politique qui est né en 1895 par Sabino Arana, d'idéologie conservatrice et nationaliste basque. Ce parti a gouverné le Pays Basque depuis 1980, avec l'exception de la période entre 2009 et 2012, dans lequel le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a gouverné. Actuellement, le lendakari est Iñigo Urkullu.

Frente Revolucionario Antifascista y Patriota. Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (FRAP) : groupe terroriste fondé en 1973 par le Parti Communiste Espagnol. Ils ont fait quelques actions violentes en 1974 et 1975.

Front National (FN) : parti d'ultra-droite français, fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, d'idéologie ultra-catholique, d'ultra-droite et antieuropéenne. Son fondateur a été le chef du parti jusqu'à 2011, quand sa fille, Marine Le Pen devient sa successeure.

Grupos de Resistencia Antifascista del Primero de Octubre. *Groupes de Résistance Antifasciste Premier d'octobre (GRAPO)* : groupe terroriste espagnol fondé en 1968 de la main du Parti Communiste de l'Espagne. Son attaque plus célèbre était à la cafeteria Californie 47, dans laquelle neuf personnes sont mortes et plus de soixante ont été blessés. Dans le premier lustre des années 1980' ils ont abandonné la lutte armée.

Herri Batasuna. *Unité Populaire (HB)* : organisation politique créée en 1978 d'idéologie indépendantiste basque et d'ultragauche qui en 1981 est devenu un parti politique. Elle a été interdite en 2003 par ses relations avec ETA. Depuis 2011, une fois qu'ETA a laissé la lutte armée, le parti se refonde en devenant Sortu - Bildu et ils maintenant l'idéologie d'extrême gauche, l'indépendantisme mais de forme pacifique.

Izquierda Unida. *Gauche Uni (IU)* : parti politique né en 1986 d'une coalition de partis de gauches, principalement le Parti Communiste d'Espagne. Maintenant, il est en coalition avec Podemos et forme des coalitions de gouvernement avec autres formations de gauche en villes et communautés autonomes. Ses chefs historiques ont été Julio Anguita, et à nos jours, est dirigé par Alberto Garzón.

Partido Aragonés Regionalista. *Parti Aragonais Régionaliste (PAR)* : parti politique fondé en 1978, de centre et présent à la communauté d'Aragón. Ils ont formé partie des coalitions de gouvernement entre 1991 et 1996, et, depuis 2011, ils sont en coalition avec le Parti Populaire.

Partido Comunista de España. *Parti Communiste d'Espagne (PCE)* : formation politique créée en 1921 et d'une idéologie radicale de gauches. Il a été interdit jusqu'à la réforme de Suárez en 1977 et depuis 1986, elle est intégrée

dans la coalition Gauche Uni. Le chef historique de ce parti a été Santiago Carrillo. Si bien il a été le grand parti de gauche pendant le franquisme, une fois la démocratie tourne, il n'obtient pas une reconnaissance aux comices comme ils croyant.

Partido Popular. *Parti Populaire (PP)* : parti politique né depuis la refondation de l'ancienne Alliance Populaire en 1989. Il est d'idéologie conservatrice et de centre droite. Deux présidents ont été de ce parti, le premier, José Maria Aznar entre 1996 et 2004 et Mariano Rajoy depuis 2011.

Parti Socialiste (PS) : formation politique fondée en 1969 après la refondation de la SFIO (Socialistes Françaises de l'Internationale Ouvrière). Elle est de centre gauche et social démocratique. Les Présidents François Mitterrand et François Hollande, qui ont gouverné entre 1981 et 1995 et depuis 2012, respectivement, sont de ce parti.

Partido Socialista Obrero Español. *Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE)* : parti politique de centre gauche qui a été créé par Pablo Iglesias en 1879, qui avant était socialiste, et à nos jours est un parti social-démocrate. Il a gouverné pendant quatorze années entre 1982 et 1996 avec Felipe González et sept années entre 2004 et 2011 quand José Luís Rodríguez Zapatero était Président. Actuellement, il est dirigé par une commission gérante en attendant à la convocation d'un congrès extraordinaire pour décider la nouvelle direction du parti.

Partit Socialista Unificat de Catalunya. *Parti Socialiste Unifié de la Catalogne (PSUC)* : parti politique d'idéologie communiste crée en Catalogne en 1936, qu'a obtenue son meilleur résultat en 1980, quand ils ont obtenu vingt-cinq

députés. Quatre années après, ils n'ont obtenu six, et en 1987, le parti disparaît et se refonde comme Initiative par Catalogne (IC). Le chef historique de ce parti a été Antoni Gutiérrez Díaz et en l'actualité forme coalition avec Pouvons.

Podemos. *On peut* : organisation politique qui est née après le mouvement du 15 mai en 2011, fondé par un groupe de professeurs universitaires d'extrême gauche, menés par Pablo Iglesias. Ils sont devenus importants en 2014, quand ils ont obtenu cinq eurodéputés et en 2015, depuis les élections municipales et autonomes, ils sont en train de gouverner en sept autonomies et dans les villes plus importantes de l'Espagne (Madrid, Barcelone, Valence...) En coalition avec le Parti Socialiste. Dans les dernières élections, ils ont obtenu septante-un députés.

Terra Lliure. *Terre libre* : groupe terroriste catalan fondé en 1978 qui avait la proposition de fonder un état catalan indépendant. Ils ont fait ses revendications violemment, en cachant matériel, petites explosions et raptus. Leur activité fini en 1991, quand l'organisation se dissout. Elle était reliée avec Gauche Républicaine de Catalogne.

Unión de Centro Democrático. *Union de Centre Démocratique (UCD)* : parti politique créé en 1976 par Adolfo Suárez, Président du gouvernement, d'idéologie de centre et centre droite et droite. Après Suárez, ils ont gouverné quand Calvo-Sotelo était Président. Ce parti se dissout en 1982, après de la perte de plus de cent cinquante députés, et les militants se divisent entre ces qui vont à Alliance Populaire (une majorité), quelques qui vont au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et certains militants et personnages ont créé avec Adolfo Suárez le parti Centre Démocratique et Sociale.

Union des Démocrates pour la République (UDR) : parti politique français créé en 1967 mené par Jacques Chaban-Delmas. Il était de droite et gaulliste. En 1976, le parti s'est dissout.

Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) : syndicat d'étudiants de gauche formé en 1907 qui a joué un important rôle en l'organisation des soulèvements en contre du gouvernement en mai 1968 à Paris, en demandant un améliorâmes dans tout le système universitaire français. Le chef plus médiatique était Daniel Cohn-Bendit, qui en 1994 est devenu eurodéputé par le parti écologiste.

Union pour le Mouvement Populaire (UMP) : parti conservateur français fondé en 1974 par Valéry Giscard d'Estaing (chef du parti et Président entre 1974 et 1981) et après mené par Jacques Chirac (Président entre 1995 et 2002) et Sarkozy (Président entre 2007 et 2012). Ils ont changé le nom à cause de quelques refondations du parti (Union pour la Démocratie Française jusqu'à 1978 et Rassemblement pour la République jusqu'à 2002). Actuellement, depuis 2015 le parti est en train de se refonder une autre fois et le nom utilisé est *Les Républicains*.

3. GLOSSAIRE BIOGRAPHIQUE DE PERSONNAGES HISTORIQUES

Arias Navarro, Carlos (1908 - 1989): Président du gouvernement espagnol depuis 1973 jusqu'à 1976. Il était un technocrate procédant la dictature de Francisco Franco. Son démission s'est produite le 1 juillet 1976 à cause de la pression sociale et la perte de confiance du roi Juan Carlos I, qui a choisi comme successeur à Adolfo Suarez.

Aznar, José María (1953 -): Président de l'Espagne entre 1996 jusqu'à 2004, du Parti Populaire. Dans la première législature, il a obtenu le soutien des partis nationalistes catalans et dans la seconde, il avait majorité absolue.

Bourbon, Juan Carlos I de (1938 -): Roi de l'Espagne entre 1975 et 2014. Il est né en l'exil et pendant son adolescence, est emmené en Espagne par le dictateur Franco, qui l'avait nommé son successeur. En 1975, il a soutenu les mouvements démocratiques et nommé Président à Adolfo Suárez avant du référendum de réforme politique. Il abandonne la direction de l'État le 19 juin 2014 après des scandales de sa vie privé.

Bush, Georges W. (1946 -): Président des États-Unis entre 2000 et 2008, du Parti Républicain et fil de l'ancien président, George Bush. Son administration a passé par la Seconde Guerre du Golfe, la mauvaise gestion du Katrina, et le début de la crise du système financier américain.

Carrillo, Santiago (1915 - 2012): Chef du Parti Communiste d'Espagne pendant le franquisme à l'exil et pendant les six premières années de démocratie aussi. La légalisation du PCE, avec lui comme secrétaire général, suppose accepter le

principe de monarchie parlementaire dans l'idéologie communiste de république. Il se retire de la vie politique en 1982 en faveur de Gerardo Iglesias.

Chirac, Jacques (1932 -): Président de la République Française entre 1995 et 2007. Il était le leader du parti conservateur UMP depuis 1993 et 2007, quand se retire de la vie politique.

Fillon, François (1954 -): candidat de l'UMP aux élections présidentielles françaises de 2017. Il a occupé diverses ministères dans les gouvernements de Chirac jusqu'à arriver à Premier Ministre pendant l'étape de Nicolas Sarkozy à l'Élysée (2007 - 2012).

Fraga, Manuel (1922 - 2012): Ministre technocrate franquiste pendant les derniers ans du régime. Après la mort de Franco, il fonde Alliance Populaire, un parti politique démocratique clairement conservateur, fil idéologique du nationalcatholicisme. L'année 1989, en voyant que les résultats électoraux ne favorisent pas au parti à cause de son héritage franquiste, refonde le parti avec le nom de Parti Populaire, et abandonne ses aspirations à diriger l'Espagne par concentrer son mandat à la Xunta de Galicie.

Gaulle, Charles de (1890 - 1970): Chef de la France Libre pendant l'occupation nazi. Après la Seconde Guerre Mondiale, il deviendra le Président du gouvernement provisionnel et se retire de la politique l'année 1946. En 1958, il va retourner de la main du parti conservateur comme Premier Ministre, et, en 1958, après l'adoption de la nouvelle constitution et l'instauration de la V République, il sera élu Président de la République jusqu'à 1968, quand démissionne à cause de la révolte du mai de cette année.

Giscard d'Estaing, Valéry (1926 -): Président de la République Française entre 1974 et 1981 par l'UMP et l'UDR.

González, Felipe (1942 -) : Président de l'Espagne entre 1982 et 1996 et chef du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol depuis les derniers années de franquisme à l'exile comme pendant la transition. La majorité absolue est obtenue pendant les trois premières législatures, et a la quatrième, il pacte avec les nationalistes catalans et canaris.

Hollande, François (1954 -) : Président de la République depuis 2012. En décembre 2016, il annonce que ne se présentera pas à la réélection pour le Parti Socialiste.

Jospin, Lionel (1937 -) : Il a occupé divers ministères pendant les derniers gouvernements de François Mitterrand. I a été aussi candidat socialiste aux élections présidentielles de 1995 et Premier Ministre depuis l'année 1997 jusqu'à 2002.

Le Pen, Jean-Marie (1928 -): fondateur et leader du Front National depuis 1972 jusqu'à 2011, d'idéologie d'extrême-droite modéré, populiste et ultra-catholique. Il s'est retiré de la vie politique avant des élections de 2012, quand laisse la présidence du FN à son fille.

Le Pen, Marine (1968 -) : fille du fondateur et chef du Front National, Jean-Marie Le Pen. Elle a pris la relève de son père avant des élections présidentielles de 2012.

Mitterrand, François (1916 - 1996) : Président de la République Française depuis l'année 1981 jusqu'à 1995. Il était le chef indiscutable du Parti Socialiste entre 1974 et 1995.

Pérez Rubalcaba, Alfredo (1951 -): Il a occupé différents ministères dans les derniers gouvernements de Felipe González. Il est retourné à la vie politique en 2006 comme ministre de l'Intérieur avec José Luís Rodríguez Zapatero et est nommé son successeur en 2011. Il deviendra en 2012 le secrétaire générale du PSOE jusqu'à sa démission en 2014.

Pompidou, Georges (1911 - 1974): Président de la République Française entre 1969 et sa décès l'année 1974. Il était aussi le chef de l'UDF pendant son mandat présidentielle.

Rajoy, Mariano (1955 -) : Ministre pendant tous les gouvernements de José María Aznar depuis 1996 jusqu'à son désignation comme successeur en 2003 et candidat du Parti Populaire aux élections. Après la perte des élections de 2004 et 2008, en 2011 gagne avec majorité absolue et il devient le Président de l'Espagne. En 2015, il perd la majorité et il ne pacte pas avec aucune force politique et en les élections de 2016, après de la chute du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, ces s'abstiennent et Rajoy est réélu comme président, cette fois, avec une majorité simple.

Rodríguez Zapatero, José Luís (1960 -): Secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol entre 2003 et 2012. Il est arrivé à la Présidence du gouvernement de l'Espagne en 2004 après les attentats du 11 mars et la mauvaise gestion de cette crise du Parti Populaire, qui gouvernait pendant ses

faits. Il va maintenir le gouvernement en minorité jusqu'à 2011 en convenant accords avec toutes les forces politiques moins le PP. En mai 2011, il annonce son retraite et avance les élections.

Sánchez, Pedro (1972 -) : Secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol depuis l'année 2014 jusqu'à 2016, Il était le candidat de ce parti aux élections générales de 2015 et 2016, en obtenant les pires résultats de son parti. Il a été défenestré par les barons du parti par interdire à Sánchez d'arriver à un accord avec les nationalistes et par non-vouloir s'abstenir à l'investiture du conservateur Mariano Rajoy.

Sarkozy, Nicolas (1955 -) : Ministre pendant les derniers gouvernements de Chirac et président de la République entre 2007 et 2012. Il était le chef de l'UMP entre 2007 et 2016, quand perdent les primaires pour être le candidat à la présidence aux élections de 2017.

Suárez, Adolfo (1932-2014) : Président du gouvernement et de l'UCD après la désignation du roi en 1976 jusqu'à 1981. Il a gagné les premières élections démocratiques et constituantes en 1977, et il a obtenu la réélection en 1979. Il va démissionner en 1981 et en 1982, il fondera le CDS.

Tarradellas, Josep (1899-1989) : Président de la Généralité de Catalogne à l'exile entre 1954 et 1980 et chef d'ERC. L'année 1977, il est rentré en Catalogne pour négocier le nouveau statut d'autonomie catalan.

4. GRAPHIQUES

TABLE 1

Développement des membres du Système Monétaire Européenne en référence
aux critères de déficit et dette en fonction du Produit Intérieur Brute.

	DÉFICIT / PIB(%)					DEUDA / PIB (%)				
	1991	1992	1993	1994	1995	1991	1992	1993	1994	1995
Austria	2,4	2,0	4,1	4,4	5,5	56,6	56,1	63,0	65,2	68,0
Bélgica	6,5	6,6	6,6	5,3	4,3	132,6	134,4	141,3	140,1	138,3
Dinamarca	2,1	2,9	4,5	3,9	2,1	60,9	63,1	66,8	68,7	68,8
Alemania	3,3	2,9	3,3	2,5	2,3	42,7	47,3	51,8	54,6	62,5
Finlandia	1,5	5,8	7,9	5,5	5,0	23,2	42,7	56,2	62,7	69,1
Francia	2,2	4,0	6,1	6,0	5,0	41,1	45,6	52,9	56,8	59,5
Grecia	11,5	12,3	13,2	12,5	11,4	81,7	88,6	117,1	119,8	120,2
Irlanda	2,1	2,2	2,3	2,2	2,5	95,3	90,7	92,7	87,9	83,3
Italia	10,2	9,5	9,6	9,0	7,8	103,9	111,4	120,2	122,6	122,1
Luxemburgo	1,0	2,5	2,1	2,3	1,4	6,0	7,0	7,0	7,0	8,0
Holanda	2,8	3,8	3,2	3,0	3,3	76,4	77,1	78,5	79,0	79,4
Portugal	6,5	3,3	7,1	5,7	5,4	62,2	63,2	67,8	70,4	70,8
España	4,9	4,2	7,5	6,6	6,2	49,9	53,0	59,4	63,5	66,5
Suecia	1,1	7,5	13,4	10,4	9,2	53,7	69,8	74,6	79,4	84,5
Reino Unido	2,6	6,1	7,9	6,5	4,2	35,5	41,4	47,4	51,6	53,4

SOURCE: Buiter, Corsetti et Peseenti, 1998

TABLE 2**Taxe du chômage**

País	1987-89 promedio	1990	1991	1992^(b)
Bélgica	10,0	7,6	7,5	8,2
Dinamarca	6,6	8,1	8,9	9,5
Alemania (oeste) ^(c)	6,1	4,8	4,2	4,5
Grecia	7,5	7,0	7,7	7,7
España	19,1	16,3	16,3	18,4
Francia	9,9	9,0	9,5	10,0
Irlanda	17,0	14,5	16,2	17,8
Italia	10,9	10,0	10,0	10,1
Luxemburgo	2,1	1,7	1,6	1,9
Holanda	9,2	7,5	7,0	6,7
Portugal	5,9	4,6	4,1	4,8
Reino Unido	8,7	7,0	9,1	10,8
EEC:				
Promedio	9,7	8,3	8,7	9,5
Dispersión ^(d)	2,7	2,6	3,3	3,7
Banda estrecha original del MTC:				
Promedio	8,1	7,2	7,1	7,4
Dispersión ^(d)	2,2	2,2	2,8	2,9
Estados Unidos ^(e)	5,7	5,5	6,7	7,3
Japón ^(e)	2,5	2,1	2,1	2,2

SOURCE: EUROSTAT. Extrait d'Eichengreen, 2000

b) Estimation

c) Pour 1992, première donnée après la réunification allemande (14,3% pour l'Allemagne de l'Est et 7,7% pour toute l'Allemagne)

d) Déviation standard pondérée

e) Pourcentage de la force de travail totale.

TABLE 3

Déficit publique des principaux pays de l'OCDE (surplus ou déficit [-] publique en fonction du Produit Intérieur Brute nominale)

	EEUU	Japón	Alemania*	Francia	Italia	Reino Unido	España
1989	-2,1	1,5	-2,2	-1,7	-10,7	1,0	-3,3
1989	-1,7	2,5	0,1	-1,2	-9,9	0,9	-2,8
1990	-2,7	2,9	-2,1	-1,6	-11,0	-1,2	-4,1
1991	-3,3	2,9	-3,3	-2,0	-10,2	-2,5	-4,9
1992	-4,4	1,4	-2,8	-3,8	-9,5	-6,3	-3,6
1993	-3,6	-1,6	-3,5	-5,6	-9,6	-7,8	-6,8
1994	-2,3	-2,1	-2,4	-5,6	-9,0	-6,8	-6,3

SOURCE : Organisation de Coopération et Développement Économique (OCDE) et Fonds Monétaire International (FMI). Extrait de La Caixa, *Études spéciales*, 1997.

* Jusqu'à 1990, seulement l'Allemagne Occidentale

TABLE 4

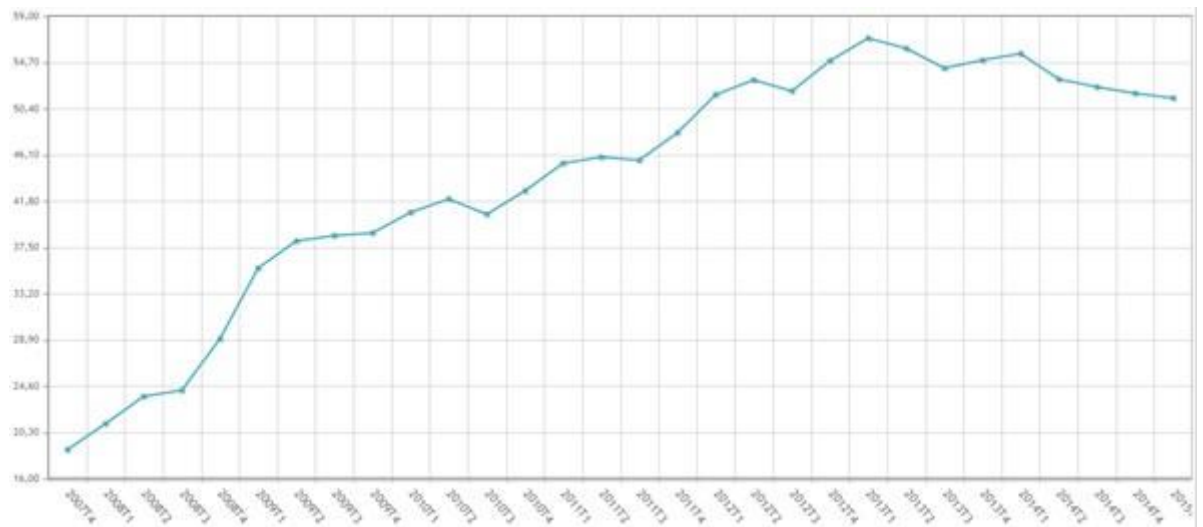
Évolution du Produit Intérieur Brute de l'Espagne en millions d'euros



SOURCE: *Ministerio de Economía y Competitividad*

TABLE 5

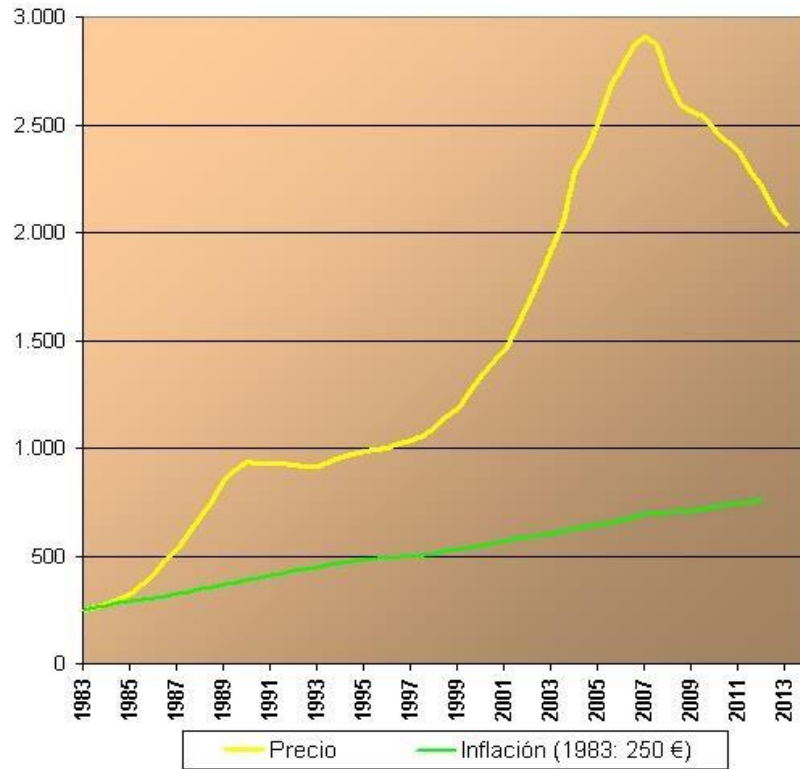
Évolution de la taxe de chômage entre jeunes de moins de 25 ans



SOURCE: *INE (Instituto Nacional de Estadística)*

TABLE 6

Évolution du prix nominale moyen des logements de nouvelle construction en Espagne (en euros/m²)



SOURCE: *Sociedad de Transacción*